

JEUDI 22 JANVIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Notre dépendance aux banques centrales est devenue pathologique p.2
- = "Assouplissement quantitatif" : le saut de la mort de la BCE (et du système) p.3
- = Mario Draghi, dealer de dope monétaire p.5
- = Les enjeux de la décision de la Banque centrale européenne p.6
- = La zone euro pourrit de l'intérieur p.8
- = **Aucun média n'en parle : La Russie coupe les exportations de gaz vers l'Europe de 60 %, et l'approvisionnement en gaz à 6 pays européens, en plein hiver !!! p.13**
- = En 2015, l'euro a beaucoup d'ennemis p.18
- = Mettre ou ne pas mettre de stops boursiers... là est la question p.21
- = « Vers la fin de la politique monétaire japonaise ! Les QE ne relancent pas l'économie » p.22
- = La BCE et le terrorisme p.29
- = **PASSER PAR CHAS DE L'AIGUILLE, MAIS PASSER ! p.31**
- = **BCE : Enfin la planche à billets ! p.33**
- = Ce que nous réserve la BCE p.34
- = **21 janvier 2015. Le coup de manivelle... p.36**
- = 'Les politiciens européens ont eu 3 ans pour mener des réformes économiques... Malheureusement, ils n'ont rien fait' p.37
- = **Putains d'hypocrites ! p.38**
- = **Chutttt, c'est un secret p.40**
- = American Express licenciera plus de 4000 employés pour réduire ses coûts p.43
- = eBay abolira 2400 emplois p.44
- = La Banque du Canada abaisse son taux directeur à 0,75% p.45



DERNIÈRE NOUVELLE

Mario Draghi a annoncé ce jeudi un programme de rachat d'actifs de 60 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2016. Une mesure inédite. Étalaé sur 18 mois, le programme pèse donc en tout plus de 1 000 milliards d'euros.

Autre annonce : la BCE va laisser son principal taux directeur inchangé, au niveau historiquement bas de 0,05%. L'institution monétaire n'a pas modifié non plus son taux de prêt marginal (0,3%), ni son taux de dépôt (-0,2 %).

La Banque centrale européenne a donc décidé d'emprunter la voie alternative de l' »assouplissement quantitatif » (quantitative easing), par opposition à l' »assouplissement qualitatif » (des baisses de taux).



Notre dépendance aux banques centrales est

devenue pathologique

Philippe Herlin Publié le 22 janv. 2015 www.goldbroker.fr/ (tous droits réservés)

Le brusque accès de panique provoqué la semaine dernière par la Banque Nationale Suisse (BNS) révèle que nous sommes tous devenus complètement dépendants des banques centrales, à un niveau pathologique. Certes, la décision de la BNS de rompre avec sa politique d'arrimage avec l'euro était inattendue, sa direction ayant même rappelé, trois jours auparavant, qu'elle s'y tiendrait. Mais ce décrochage s'avérait tout de même prévisible : l'euro a perdu 15% par rapport au dollar en quelques mois, la BNS devait bien lâcher prise un jour ou l'autre. En outre, pour maintenir la parité 1,20 CHF = 1€, la BNS devait acheter des euros contre des francs suisses, et faire ainsi gonfler son bilan qui atteint désormais 80% du PIB de la Suisse ; cela ne pouvait pas continuer.

L'ampleur des réactions ne manque pourtant pas d'étonner : à la bourse de Zurich les actions chutent, les investisseurs considérant que les prix des produits exportés vont s'apprécier, alors que les grandes sociétés suisses sont largement internationalisées et seront au final peu affectées. Le secteur des montres souffrira un peu mais pas tant que ça : il est en situation de quasi monopole mondial (si on veut acheter une montre de luxe autre que suisse, on fait quoi ?). Bref, c'est au contraire la décision de la BNS de suivre coûte que coûte la politique de la BCE qui s'avérait dès le départ irrationnelle et vouée à l'échec.

L'effroi provoqué par cette décision soudaine démontre la dépendance complète des marchés envers les banques centrales. Le pétrole, qui irrigue nos économies, peut bien passer de 100 dollars le baril à 40 dollars en quelques mois, les marchés financiers absorbent tranquillement la nouvelle, tout comme la glissade de l'euro ou l'effondrement du rouble. Le net ralentissement de la croissance chinoise ne semble pas non plus les inquiéter, ni la rétrogradation de la dette italienne par S&P à BBB-, un cran au-dessus des "junk bonds".

Par contre, les déclarations de Mario Draghi et de Janet Yellen sont disséquées à la virgule près, et toute bonne nouvelle ou toute déception, du moins perçues comme telles, se traduisent instantanément sur les marchés. Et nous qui pensions que les marchés s'intéressaient à l'économie ! Non, c'est

de l'histoire ancienne : les investisseurs ont compris que les prix des actifs sont gonflés à l'hélium par les banques centrales, c'est donc de ce côté qu'il faut regarder et décrypter.

Ceci dit, puisque l'on parle de pathologie, il existe en psychologie quelque chose qui s'appelle "le retour du réel", et en général ça fait mal. Cela peut être la Grèce qui fait un bras d'honneur à l'Europe, la bulle immobilière qui explose en Chine, le secteur du pétrole de schiste qui s'effondre aux Etats-Unis, ou tout autre événement qui affecte l'économie réelle, justement. Et puis le court-circuit de la BNS nous avertit aussi que même les banques centrales évoluent à l'intérieur de contraintes, et que celles-ci peuvent les pousser dans une impasse d'où elles ne sortent qu'en faisant volte-face. On imagine les dégâts si la BCE ou la Fed nous faisaient un coup "à la BNS"...

"Assouplissement quantitatif" : le saut de la mort de la BCE (et du système)

par [Le Yéti](#) - [Le monde d'après](#) 22 janvier 2015



*Mario Draghi, président de la BCE et ex de Goldman Sachs
(photo : AFP/Tiziana Fabi)*

22 janvier 2015 : la Banque centrale européenne (BCE) vient de craquer et de céder à son tour à l'urgence de la planche à billets. En termes techniques, on appelle ça un "Quantitative Easing" (QE), en français "[assouplissement quantitatif](#)". C'est-à-dire le dernier saut de la mort du système financier.

En gros, un QE consiste pour une banque centrale à racheter les dettes d'États pour tenter de relancer leurs économies en injectant un flot de liquidités. **La BCE vient donc de décider d'acheter des dettes d'État à concurrence de 60 milliards par mois de mars 2015 à septembre 2016, soit une injection ahurissante de 1140 milliards d'euros.**

Le problème c'est que les précédents QE commis par d'autres banques

centrales n'ont strictement servis à rien. La Fed américaine en est à son troisième et vient néanmoins d'annoncer qu'elle allait devoir continuer son soutien à l'économie US pendant une période « considérable ». Celui de la BoJ japonaise s'est terminé en récession. Quant au QE massif effectué par la Banque d'Angleterre, son échec est reconnu par son ex-gouverneur, Mervyn King :

« Nous avons eu la plus grande stimulation monétaire que le monde n'ait jamais vu, et nous n'avons toujours pas résolu le problème d'une demande trop faible. L'idée que ce stimulus monétaire portera ses fruits au bout de six ans est selon moi une erreur. »

Les trois grandes étapes d'un effondrement systémique

Le problème, c'est qu'en fait plus rien ne marche, ni les politiques d'austérité, ni les politiques de relance. Pas plus les QE que les autres outils à discrétion des banques centrales. En 2011, la BCE a prêté 1000 milliards d'euros aux banques privées. Aucun n'a été redirigé vers l'économie réelle. En 2013, la BCE a récidivé en proposant 400 milliards aux banques, mais avec cette fois des contraintes dans l'utilisation de ces prêts. Les banques ont préféré dédaigner l'offre et seuls 80 milliards ont à ce jour été utilisés.

Le problème aujourd'hui, ce n'est plus telle ou telle politique, telle ou telle injection massive de liquidités, mais l'état général de la machine, c'est-à-dire du système lui-même, pourri au cœur.

En réalité, les banques centrales sont l'ultime rempart d'un système avant son effondrement, la dernière étape avant paralysie fatale. Résumons les trois grandes étapes successives de la Grande crise financière entamée en 2008 :

- **la faillite du système financier privé**, sauvé in extremis fin 2008 par les États ;
- **des États rincés** par l'aide qu'ils ont accordée pour sauver les banques privées en déroute ;
- **des banques centrales transformées en "bad bank"** pour sauver des États financièrement asphyxiés.

Le dernier rempart du système va donc assurément s'écrouler. Les banques privées, qui ont compris le côté désespérée de la situation, délaissent l'économie réelle et vident leurs caisses à grands coups de dividendes et de

bonus. Les États n'ont plus que des restrictions budgétaires à opposer à un endettement toujours galopant. Et que fera la BCE avec dans ces caisses des dettes que les États seront bien en peine de lui racheter ?

Avec les dernières annonces de Mario Draghi, la boucle est en train de se boucler.

Mario Draghi, dealer de dope monétaire

Marc Fiorentino Morning Zapping 22/01/2015 à 07h29

La BCE, la BCE, la BCE... Vous allez en entendre parler toute la journée. Même si toutes les mesures qui vont être annoncées aujourd'hui par Mario Draghi sont déjà presque connues du fait de gaffe présidentielle ou de fuites dans la presse, les marchés vont être suspendus aux lèvres de Mario. Ce qui est un peu pathétique c'est que les investisseurs sont comme des junkies qui attendent leur dose.

T'AS PAS UNE DOSE?

Les marchés sont en manque. Et pourtant les taux d'intérêt sont déjà nuls ou presque, les taux d'emprunt des États même les moins sérieux comme la France sont à des niveaux historiquement bas mais les investisseurs en veulent plus. Encore plus, toujours plus. L'exemple Japonais prouve pourtant qu'une politique monétaire agressive est nécessaire mais loin d'être suffisante et pourtant tout le monde s'excite. Les Echos parlent même d'une "journée décisive pour l'avenir de l'euro". Cette agitation est bien étonnante.

LES FUITES

On sait que la BCE devrait injecter 50 milliards par mois pendant 12 mois minimum soit un QE de 600 milliards d'euros. Un gros montant. Cette injection ne pourra pas changer la face de l'économie de la zone euro. Ce qui peut aider la zone euro, c'est la baisse du pétrole, la baisse de l'euro mais surtout les réformes structurelles. Sans réforme structurelles, un QE ne sert à rien.

Les enjeux de la décision de la Banque centrale européenne

Mathieu Henderson, Sophie Badoux et Cécile Rais / <http://www.rts.ch/>



La mesure attendue de la BCE est présentée comme le dernier recours possible pour relancer la croissance dans la zone euro. [EPA/BORIS ROESSLER - Keystone]

La BCE doit se prononcer jeudi sur un programme inédit de rachat massif de dettes d'Etat pour tenter de relancer la croissance dans la zone euro. Explications des principaux enjeux et conséquences.

La Banque centrale européenne (BCE) doit annoncer aujourd'hui un rachat massif de dette publique, une annonce attendue et objet de spéculations depuis des mois. Cette mesure doit permettre de relancer la croissance dans la zone euro.

Quelques clés pour comprendre les principaux enjeux de cette décision.

Pourquoi la BCE a-t-elle décidé de racheter des centaines de milliards de dettes d'Etat?

Depuis la crise des subprimes, en 2008, l'Union européenne fait face à deux fléaux: la crise de la dette et un manque de croissance. Pour y faire face, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, depuis 2012, de réduire les taux directeurs afin de ranimer l'économie.

Sachant que les taux directeurs ont été baissés à 0,05% et qu'il n'est pas possible de les faire passer en-dessous de 0%, la BCE a donc dû miser sur un autre outil pour tenter de relancer la croissance: l'assouplissement quantitatif ou "quantitative easing" (QE).

Qu'est-ce que l'assouplissement quantitatif?

Il s'agit d'un outil non conventionnel qui permet, par un jeu d'écriture comptable, de créer de l'argent frais sans imprimer de nouveaux billets de banque.

Le Japon, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis ont déjà eu recours au QE. La Banque

fédérale américaine (Fed) par exemple, l'a mis en place en 2008, au début de la crise.

Comment la BCE entend-elle procéder?

La Banque centrale européenne pourrait injecter des centaines de milliards d'euros d'argent frais. Selon des informations de presse, la BCE pourrait racheter plus de 1000 milliards d'euros en rachetant des actifs pour 50 milliards chaque mois jusqu'à fin 2016.

En quoi cette opération est-elle non conventionnelle?

Le traité de Lisbonne, qui s'appuie sur le traité de Maastricht, interdit le financement monétaire des Etats. La justice européenne autorise cependant le QE lorsque celui-ci permet à la BCE d'atteindre une inflation de 2% ou de sauver l'euro.

Qui sont les perdants et les gagnants?

Un probable rachat massif de dette publique profitera principalement aux pays périphériques de la zone euro, tels que l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. Ces Etats bénéficieront de crédits plus abondants et moins chers. La baisse de l'euro sera quant à elle profitable pour leurs exportations.

Ce n'est pas un secret que l'Allemagne désapprouve cette opération. Elle craint surtout que l'action de la BCE ne décourage les réformes structurelles dans les pays du sud. Ce qui pourrait déboucher sur une "faillite" de la Grèce par exemple.

"Plus ils en font, plus l'incitation pour que les gouvernements agissent est faible", a indiqué l'ancien président de la Banque centrale allemande Axel Weber à Davos.

L'Allemagne bénéficiera en revanche beaucoup d'une éventuelle baisse de l'euro, qui favoriserait ses exportations vers les pays émergents.

Au niveau des ménages, les personnes qui empruntent seront avantagées, contrairement aux épargnants qui verront leur épargne rapporter moins. Pour les crédits immobiliers, les acheteurs pourront bénéficier de taux exceptionnels pour financer l'achat de leur maison.

Quelles seront les conséquences pour la Suisse de la décision de la BCE?

Avec la décision de la BCE d'injecter des liquidités, il y aura davantage d'euros en circulation, ce qui devrait encore faire baisser la monnaie unique européenne. Face à elle, le franc suisse va donc se renforcer d'autant plus. La Banque nationale suisse a tenté d'anticiper la mesure de la BCE en abolissant le taux plancher entre l'euro et le franc suisse afin d'éviter des pertes trop importantes.

"Le moment de la décision [de la BNS] n'est sûrement pas le fait du hasard. L'attente d'un programme de rachat de dette par la BCE doit encore faire baisser l'euro à moyen terme et ainsi creuser les pertes de la Banque centrale suisse", commentait le président de l'institut berlinois DIW Marcel Fratzscher, sur le site [Les échos](#) vendredi dernier.

Avec l'euro perdant du terrain, la BNS subirait de fortes pertes sur ses réserves de devises, dont une large part est en euros (environ 180 milliards).

Suite à la décision de la BCE, le renforcement du franc suisse face à l'euro pourrait

continuer de plomber l'économie suisse, les exportations et le tourisme notamment. La Suisse est moins compétitive sur le plan international, ses produits d'exportation augmentant, et la concurrence des produits importés dans le pays est plus forte.

Quels sont les scénarios possibles suite à l'annonce de la BCE?

Les spéculateurs ont certainement déjà anticipé la baisse de l'euro, la décision de la BCE étant largement attendue. Il existe cependant trois scénarios différents:

- Les effets des décisions de la BCE se sont déjà fait ressentir et le cours de l'euro va se maintenir
- Les spéculateurs ont sous-estimé le montant des liquidités injecté et le cours de l'euro va chuter
- Les spéculateurs ont surestimé ce montant et le cours va monter

La zone euro pourrit de l'intérieur



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 22 janvier 2015

J'abordais le 6 octobre dernier le sujet de la baisse de 5,7% des commandes passées aux usines allemandes, la plus importante enregistrée depuis 2009.

Le mois précédent, les commandes avaient gagné 4,9%, j'ai donc résumé la situation en disant qu'en moyenne, « les commandes ont perdu 0,4% par mois depuis deux mois. Nous atteignons donc un total de quatre mois de déclin consécutifs ».

Les chiffres de l'Allemagne ont été particulièrement volatiles en raison des vacances scolaires, mais il n'y a aucun moyen de décrire quatre mois de déclin autrement qu'en parlant de faiblesse générale.

L'Allemagne réduit ses prévisions

Le 14 octobre, comme nous aurions pu nous y attendre, l'Allemagne a réduit ses prévisions économiques.

Contrairement aux prévisions optimistes qui ont été émises il y a six mois et s'attendaient à une croissance de 1,8% en 2014 et de 2% en 2015, le gouvernement s'attend désormais à ce que le PIB gagne 1,2% en 2014, et 1,3% l'année suivante.

Ces chiffres font suite à la publication la semaine dernière des chiffres manufacturiers, qui ont suscité des inquiétudes auprès des

officiels financiers réunis à Washington à l'occasion de la réunion annuelle du FMI face à la faiblesse économique au cœur de la zone euro, qui pourrait miner l'économie globale.

Malgré le pessimisme ambiant, Berlin pense encore que l'Allemagne pourra éviter une récession, définie comme étant deux trimestres de contraction successifs. Après un déclin de 0,2% au cours des trois mois qui ont précédé le mois de juin, Berlin s'attend à avoir enregistré une croissance au troisième trimestre, contrairement aux attentes de certains économistes bancaires.

Les usines allemandes suppriment des emplois

Il est évident qu'une récession se développera en Allemagne, mais quand ? Son modèle d'exportation s'en est bien mieux tiré que ce à quoi nous aurions pu nous attendre au vu du ralentissement de l'économie globale.

Nous avons désormais les preuves qu'une récession se développera tôt ou tard en Allemagne. Voici un extrait de l'article [German Companies Tread Unfamiliar Territory with Job Cuts](#) :

Alors qu'il y a quelques mois, l'afflux de containers commençait à ralentir dans le port de Duisburg, les employés du plus gros port fluvial du pays ont été prévenus que la machine d'exportation allemande avait commencé à fléchir.

L'afflux de containers dans le port, qui est situé sur le confluent du Rhin et de la Ruhr, était supposé regagner cette année. Mais au vu des docks et des sièges d'entreprises, la situation devient de moins en moins certaine.

Les exportations allemandes ont perdu 5,8% en août depuis le mois de juillet – leur plus grosse baisse depuis l'apogée de la crise financière en 2009.

L'économie risque désormais de sombrer dans la récession, et le gouvernement a déjà réduit ses prévisions de croissance pour 2014 et 2015.

Avec le ralentissement de la demande chinoise, la baisse des commandes russes et la situation dans laquelle se trouve actuellement la zone euro, certaines compagnies n'ont plus rien qu'un surplus de production et d'employés.

Les sociétés allemandes se serrent la ceinture. Siemens, le conglomérat d'entreprises d'ingénierie, devrait supprimer des postes dans le domaine de l'énergie, en raison d'une baisse de la demande européenne en turbines à gaz. La compagnie a refusé de confirmer, lors d'un récent rapport radio, l'éventuelle suppression de 1.200 postes sur un total de 118.000 en Allemagne.

Martin Winterkorn, le directeur général de Volkswagen, le plus gros fabricant automobile européen en termes de ventes, a annoncé en juillet une réduction de coûts de 5 milliards d'euros par an qui pourrait inclure le recours à une main d'œuvre temporaire.

Rainer Hundsdörfer, directeur général d'EBM Papst, une usine familiale spécialisée dans la fabrication de ventilateurs, a dit juger « important de ne pas être trop pessimiste ». Il pense que l'Allemagne pourrait ne faire l'expérience que d'un ralentissement temporaire et ne se trouve pas nécessairement à l'aube d'une nouvelle crise.

Une sur-dépendance aux exportations

Selon Wolfgang Münchau, la grande faiblesse de l'Allemagne est sa [dépendance aux exportations](#).

L'une des grandes idées fausses concernant la zone euro a été celle de la force innée de l'Allemagne – l'idée que les réformes en matière de compétitivité aient transformé un traînard en un leader. C'est complètement ridicule. Le modèle allemand repose sur la présence d'une croissance insoutenable dans le reste du monde. Cette croissance touche désormais à sa fin en Chine et dans une majorité de pays émergents, ainsi qu'en Russie. Ce que nous avons vu la semaine dernière est ce qui se passera une fois que le monde retrouvera un équilibre commercial : l'Allemagne enregistrera une croissance économique moindre.

Auparavant, la caractéristique principale de la zone euro a été une croissance importante au centre, qui a partiellement masqué la contraction enregistrée en périphérie. Aujourd'hui, le centre et la périphérie sont affaiblis. Et la réponse politique n'est pas suffisante. Il n'est pas difficile de conclure qu'une stagnation séculière est moins un danger que le scénario le plus probable.

Au-delà des mathématiques

Je suis d'accord avec Münchau au sujet de la stagnation (je pense que la récession est une évidence, et qu'une nouvelle crise lui fera suite dans la zone euro). En revanche, et c'est typiquement le cas, je ne suis pas d'accord avec lui pour ce qui concerne les solutions à mettre en place.

Tous les pays ne peuvent pas enregistrer de surplus commercial. C'est une réalité mathématique. Et pourtant, chaque pays veut exporter pour pouvoir se tirer d'affaire. L'Allemagne voudrait que tous les autres pays soient un peu plus comme elle.

Il est mathématiquement impossible que les autres pays deviennent plus comme l'Allemagne sans que l'Allemagne devienne elle-même moins comme l'Allemagne.

Les mathématiques ne sont pas le problème

Nous pouvons présumer que Münchau serait d'accord avec les mathématiques de surplus commerciaux. Mais les mathématiques ne sont pas le problème.

La France est un cas à part en raison de ses politiques socialistes absurdes, ses lois du travail, sa législation agricole et ses restrictions en général. L'Italie est dans une situation similaire, avec une bureaucratie encore plus importante et un ratio dette-PIB à en couper le souffle.

La France et l'Italie demandent toutes deux une exemption aux lois budgétaires et un délai pour atteindre leurs objectifs de déficit. Mais une dépense gouvernementale accrue ne peut pas être une solution. Les dépenses gouvernementales représentent déjà 57% du PIB de la France. La France a désespérément besoin de moins, et non de plus, de dépenses gouvernementales.

Une réforme seule est insuffisante. L'euro a de profondes lacunes.

Quatre possibilités pour la zone euro

1. Viendra un temps où la Grèce, l'Italie ou la France en aura assez de la récession et de la stagnation et prendra la décision de quitter l'euro

2. L'Allemagne et les Etats européens du nord de l'Europe refinanceront le reste de l'Europe
3. L'Allemagne pourrait quitter la zone euro sans trop de désordres
4. Des décennies de stagnation prendront place si la zone euro demeurerait intacte

L'option numéro deux semble tentante mais présente une grosse lacune. L'Allemagne n'accepterait jamais de plans de sauvetage de cette nature, et constitutionnellement, même si elle le voulait, elle n'en aurait pas la possibilité. L'Italie et la France sont de trop gros pays. Il n'y a aucune autre solution que celles-ci.

Des législations budgétaires élargies n'aideront en rien

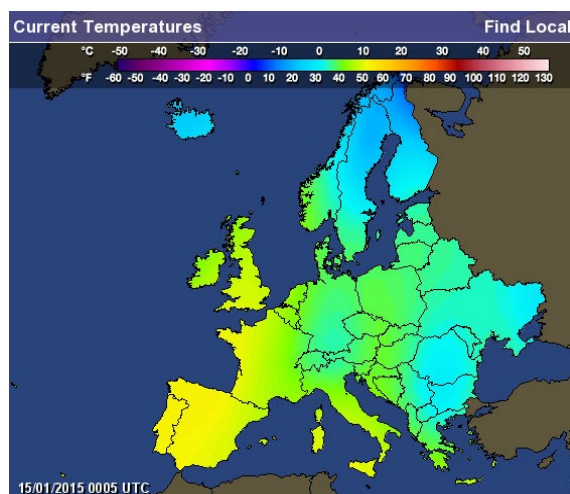
L'Allemagne ne sera pas d'accord avec une modification de la législation budgétaire, et même si elle l'était, cela ne changerait rien.

Le problème avec l'Europe n'est pas la législation budgétaire ou des dépenses gouvernementales trop peu élevées. Son problème est l'importance du gouvernement, et une législation absurde concentrée autour d'un euro souffrant de fortes lacunes.

Les problèmes structurels mènent à des déséquilibres commerciaux et d'autres déséquilibres au sein de la zone euro, ce qui ne fait qu'accentuer les problèmes de productivité déjà sérieux.

L'expérience de la zone euro a échoué. La meilleure option est désormais de la dissoudre. Je suppose que Münchau le sait, mais refuse de l'admettre publiquement.

Aucun média n'en parle : La Russie coupe les exportations de gaz vers l'Europe de 60 %, et l'approvisionnement en gaz à 6 pays européens, en plein hiver !!!



Attention à vous l'Europe (c'est à dire Washington), ... Parce que le froid devient intense en Europe ... ironise ZH

Je l'avais depuis quelques jours dans mes favoris, on en avait touché un mot , mais sans plus. Absolument Aucun média n'en parle !!! Demandez vous juste « POURQUOI » !

La Russie a quand même coupé les exportations de gaz vers l'Europe de 60 pour cent, et l'approvisionnement en gaz à 6 pays européens !! Z .

=====

Selon le Daily Mail, Vladimir Poutine a ordonné au géant russe de l'énergie Gazprom de couper les approvisionnements vers et à travers l'Ukraine sur fond d'accusations que son voisin volait du gaz russe. En raison de ces « risques de transit », Gazprom a réduit ses exportations de gaz vers l'Europe de 60%, plongeant le continent « en quelques heures » dans une crise énergétique . Six pays européens ont signalé un arrêt complet en approvisionnement de gaz russe.L'UE a exprimé sa colère considérant que la coupure soudaine des livraisons de gaz à certains de ses pays membres était «totalement inacceptable», mais le PDG de Gazprom Alexeï Miller a ajouté plus tard que la Russie envisage de déplacer tous les flux de son gaz naturel traversant l'Ukraine par un itinéraire passant par la Turquie; et le ministre russe de l'énergie Alexander Novak a déclaré sans équivoque, « la décision a été prise. »

Vladimir Poutine a ordonné au géant russe de l'énergie de l'Etat Gazprom de couper les approvisionnements de gaz vers et à travers l'Ukraine sur fond d'accusations, selon The Daily Mail, que son voisin volait du gaz russe.

En raison de ces *“risques de transit pour les consommateurs européens sur le territoire de l’Ukraine,”* Gazprom a réduit ses exportations de gaz vers l’Europe de 60%, plongeant le continent dans une crise énergétique de *“quelques heures.”* Peut-être que cela explique l’explosion des prix de NATGAS (et du pétrole) Aujourd’hui . les entreprises de gaz en Ukraine ont confirmé que la Russie avait coupé l’approvisionnement; et **six pays ont signalé un arrêt complet du transit de gaz russe.**

[.L’UE a exprimé sa colère considérant que la coupure soudaine des livraisons de gaz à certains de ses pays membres était «totalement inacceptable»](#) mais plus tard PDG de Gazprom Alexeï Miller a ajouté que **La Russie envisage de transférer tout son flux de gaz naturel traversant l’Ukraine vers un itinéraire via la Turquie;** et le ministre russe de l’énergie Alexander Novak a déclaré que *“la décision a été prise.” sans équivoque*

[Comme le rapporte Bloomberg,](#)

La Russie envisage de transférer tout son flux de gaz naturel traversant l’Ukraine vers un itinéraire via la Turquie, un geste surprise quant auquel le chef de l’énergie de l’Union européenne a déclaré qu’il nuirait à sa réputation en tant que fournisseur.

La décision n’a pas de sens économique, a déclaré aux journalistes aujourd’hui Šefčovič, vice-président de la Commission européenne pour l’union de l’énergie, après des entretiens avec des représentants du gouvernement russe, et le chef de l’exportateur de gaz, OAO Gazprom, à Moscou.

Gazprom, le plus grand fournisseur de gaz naturel du monde, prévoit d’envoyer 63 milliards de mètres cubes à travers un chemin proposé , situé sous la mer Noire en Turquie, remplaçant totalement les envois via l’Ukraine, a déclaré au cours des débats le Chef de la direction Alexey Miller . Environ 40 pour cent des exportations de gaz russe vers l’Europe et la Turquie voyage à travers le réseau Ukrainien de l’ère soviétique.

Sefcovic a dit qu’il était « très surpris » par le commentaire de Miller, ajoutant que de s’appuyer sur une route turque, sans l’Ukraine, ne colle pas avec le système gazier de l’UE.

Gazprom prévoit de livrer le carburant à la frontière de la Turquie avec la Grèce et « **C'est à l'UE de décider quoi faire** » avec , selon Sefcovic.

Comme le rapporte le Daily Mail, ça a conduit à une **majeur (et imminent) problème pour l'Europe...**

La Russie a coupé les exportations de gaz vers l'Europe de 60 pour cent aujourd'hui, plongeant le continent dans une crise énergétique »en quelques heures' alors que le différend avec l'Ukraine escaladait.

Ce matin,, les entreprises de gaz en Ukraine ont déclaré que la Russie avait complètement coupé leur approvisionnement.

Six pays ont signalé un arrêt complet du transit de gaz russe via l'Ukraine expédié aujourd'hui, dans une brusque escalade , une lutte énergétique qui menace l'Europe au sein de l'hiver.

La Bulgarie, la Grèce, la Macédoine, la Roumanie, la Croatie et la Turquie ont tous signalé un arrêt des livraisons de gaz russe via l'Ukraine.

Comme Bloomberg continue de le noter, Gazprom a **réduit les livraisons via l'Ukraine après des différends sur les prix et la dette** avec le pays voisin , et par deux fois dans la dernière décennie l'approvisionnement vers l'UE furent perturbé par temps de gel.

« Les Risques de transit pour les consommateurs européens sur le territoire de l'Ukraine persistent, » a déclaré M. Miller dans un communiqué envoyé par courriel. **« Il n'y a pas d'autres options »** sauf pour le gazoduc Turkish Stream prévu , a t-il dit.

« Nous avons informé nos partenaires européens, et maintenant c'est à eux de mettre en place l'infrastructure nécessaire à partir de la frontière turco-grecque, » a déclaré M. Miller.

La Russie ne fera pas de mal son image avec un décalage du transit gazier vers la Turquie parce qu'elle a toujours été un fournisseur de gaz fiable et n'a jamais violé ses obligations, selon les déclarations du ministre russe de l'énergie Alexander Novak aux journalistes aujourd'hui à Moscou après avoir rencontré Sefcovic.

« La décision a été prise », a déclaré Novak. « Nous diversifions et éliminons les risques de pays peu fiables qui ont causé des problèmes au cours des dernières années, y compris pour les consommateurs européens. »

* * *

Cela contribue à expliquer la montée épique d'aujourd'hui de NATGAS sur les marchés à terme ...



* * *

“Ils [les Russes] ont réduit les livraisons de 92 millions mètres cubes en 24 heures , comparés aux 221 millions de mètres cubes promis , sans explication,” a dit Valentin Zemlyansky de la compagnie de gaz ukrainienne Naftogaz.

“Nous ne voyons pas comment nous allons livrer du gaz à l'Europe. Cela

signifie que dans quelques heures des problèmes avec l’approvisionnement de l’Europe commenceront.”



<http://www.zerohedge.com/news/2015-01-14/russia-cuts-ukraine-gas-supply-6-european-countries- resistanceauthentique>

En 2015, l’euro a beaucoup d’ennemis

22 jan 2015 | [Simone Wapler](#) | La Chronique Agora

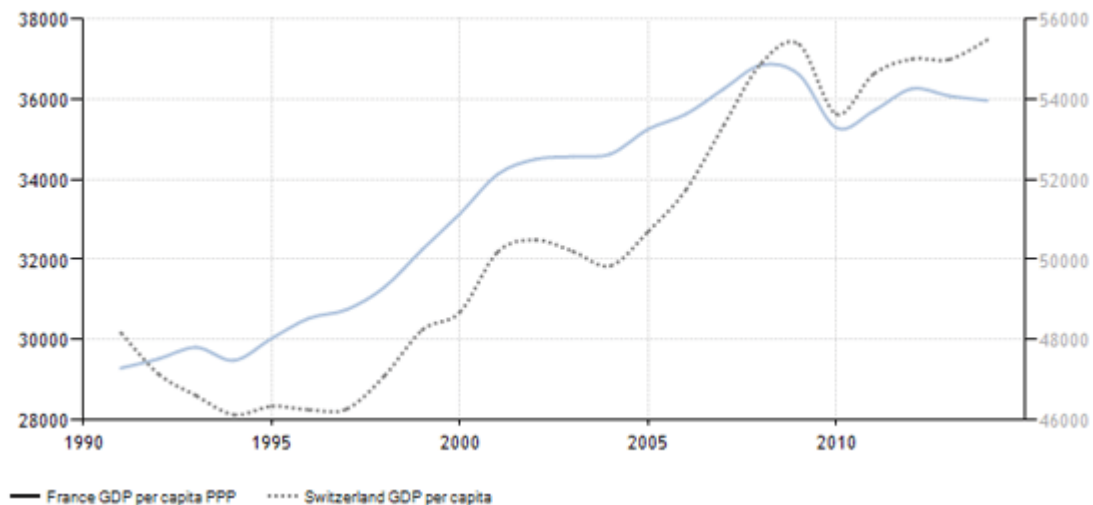
▪ La Suisse a lâché l’euro. La Banque nationale suisse a brutalement renoncé à enchaîner le sort de son franc à celui de l’euro au mépris des marchés. Résultat : une réévaluation de 20% en un jour. Pour l’Allemagne, ce qui se déroule en Suisse est une expérience *in vitro* de ce qui pourrait lui arriver. Car avec six élections à venir en Europe, le sort de la monnaie unique devient de plus incertain ; le retour au deutschemark se solderait probablement par une réévaluation du même ordre.

L'euro n'est plus soutenu par la BNS et il l'est de moins en moins par les peuples d'Europe.

D'un côté, les partis extrémistes des pays à monnaie traditionnellement faible, dont la France. Pour eux, l'euro fait souffrir les populations, l'austérité — qui consiste à distribuer ce qu'on a et non pas de l'argent emprunté — doit être rejetée.

Il est bon de se souvenir qu'à l'avènement du nouveau franc en 1958, un franc suisse valait un franc français. Le nouveau franc consacrait une dévaluation d'environ 99% puisque 1 NF valait 100 F. Au 1er janvier 2002, le franc s'efface face à l'euro et quitte le franc suisse à la parité de 4,37. La dérive du faible franc français se poursuivait donc.

Toutefois, une monnaie forte est à long terme loin d'être le désastre épouvantable décrit par les keynésiens et les monétaristes. Vous pouvez le constater très simplement en comparant l'évolution du PIB par habitant.



Source TradingEconomics.

Dans les deux cas, il s'agit d'une comparaison dite en parité pouvoir d'achat.

Les pays riches ont une monnaie forte tandis que les pays à monnaie faible bradent la valeur ajoutée de ce qu'ils produisent

Les dépenses (PIB) par habitant ont évolué tout aussi favorablement en France qu'en Suisse mais ce graphique ne nous dit pas tout. La France a acheté son niveau de vie à crédit, pas la Suisse. L'endettement de la France atteint 92,2% de son PIB alors qu'il n'est que de 35,4% pour la Suisse. La balance commerciale de la France est dans le

rouge alors que celle de la Suisse est dans le vert. D'une façon générale, les pays riches ont une monnaie forte tandis que les pays à monnaie faible bradent la valeur ajoutée de ce qu'ils produisent.

Les partis frondeurs des pays à tradition de monnaie forte ne supportent plus cet acharnement des Etats qui persistent à financer leur redistribution par le déficit, la dette et la dévaluation. Ils n'entendent pas solder leurs produits à forte valeur ajoutée, le travail de leur population. Les motifs et les objectifs des partis anti-euro que compte l'Europe sont, comme vous le voyez, antagonistes.

L'Allemagne et les pays qui respectent la règle d'or budgétaire savent très bien que leur monnaie serait réévaluée comme celle de la Suisse si l'euro se disloquait. Tentés de faire comme la Suisse, ils vont prendre la mesure des retombées de cette réévaluation dont la brutalité n'est due qu'à la durée de la répression qui l'a précédée.

▪ **Des divergences qui pourraient mener à l'éclatement**

Sur le site financier du [Blog à Lupus](#), figurait un sondage intéressant dont voici les résultats recueillis le 16 janvier. La question était : "et vous quel type d'Europe souhaitez-vous ?"

Soyons clair : le Blog à Lupus n'est pas le genre de site fréquenté par les sans-dents et les vaincus de la mondialisation tentés par des votes extrémistes. Ce sondage montre que des investisseurs spéculent désormais sur la fin de l'euro et même la souhaitent.

Il va y avoir six élections en Europe en 2015 — dont celle de la Grèce. L'Allemagne sait que la Grèce ne remboursera pas le principal de sa dette et serait prête à négocier cette troisième faillite mais elle ne supporte pas le retour au déficit prôné par Syriza, déficit financé par les contribuables allemands.

Le 19 janvier, des rumeurs relayées par le *Financial Times* propagent l'idée que chaque banque centrale de la Zone euro puisse racheter la dette de son propre pays. En clair des euros seraient imprimés pour verser les allocations et transferts sociaux des pays déficitaires.

M. le Marché aurait la parfaite traçabilité de qui et pour combien et saurait que c'est "sans garantie de l'Allemagne". Les taux d'emprunt recommenceraient à diverger et ce serait le retour à la case 2012. Le 21

janvier, veille de l'annonce de Mario Draghi, selon une fuite en provenance de la Banque centrale européenne, relayée par *The Wall Street Journal*, le QE à l'européenne s'élèverait à 50 milliards d'euros de rachat par mois durant au moins un an.

La survie de l'euro en 2015 semble donc délicate tant les aspirations sont divergentes La survie de l'euro en 2015 semble donc délicate tant les aspirations sont divergentes. L'économie du crédit vivrait-elle ses dernières heures ? La Suisse le pense probablement. L'Allemagne semble le penser aussi et rapatrie son or ; en 2014, 35 tonnes ont été relocalisées en provenance de Paris, 85 tonnes en provenance de New York. Les Pays-Bas ont rapatrié leur or en 2014. 2015 sera-t-elle l'année du *big reset* monétaire dont parlait Christine Lagarde à Davos en janvier de l'année dernière ?

Une chose est certaine, ce *big reset* sera violent. On peut imaginer toutes les fantaisies monétaires, dans l'économie réelle, on en revient toujours à échanger quelque chose contre autre chose de plus tangible qu'une promesse de payer peut-être. Dans ces conditions et avec des taux d'intérêt négatif sur les "promesses de payer peut-être" que représentent des obligations souveraines, il n'est pas surprenant que l'or monte.

[Mettre ou ne pas mettre de stops boursiers... là est la question](#)

22 jan 2015 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

- Regardez votre portefeuille boursier.

A présent, imaginez combien il serait plus profitable si toutes ces pertes de 50%... 60%... 80%... étaient éliminées. Vous pourriez y parvenir en utilisant un simple *trailing stop* (stop suiveur, [comme nous l'avons vu hier](#)).

C'est là la partie la plus facile.

"Le plus important", déclare Richard Smith, "c'est que les *trailing stops* vous permettent de tirer pleinement parti de vos gagnants".

Vous achetez une valeur. Elle double. Que faire ? De nombreux investisseurs vendraient, pensant avoir fait un beau gain : pourquoi se montrer avide ? Et ils se retrouvent sur le banc de touche, à regarder la valeur grimper, grimper,

grimper... alors qu'ils sont sortis trop tôt.

Le vétéran Richard Russell raconte fréquemment qu'il a investi dans Berkshire Hathaway, la société de Warren Buffett, au début des années 70. La valeur ayant doublé, il a vendu. Depuis, il s'en mord les doigts. Les titres Berkshire Hathaway de classe A, que Buffett a achetés 11 \$ en 1962, valent désormais environ 227 000 \$ chacun.

Lorsqu'une valeur grimpe on est content... mais l'effet s'affaiblit au cours du temps. Emotionnellement, les investisseurs deviennent un peu blasés

"Le phénomène d'investissement le plus important passe complètement inaperçu de la plupart des investisseurs", déclare Richard. "Lorsqu'une valeur grimpe on est content... mais l'effet s'affaiblit au

cours du temps. Emotionnellement, les investisseurs deviennent un peu blasés. En revanche, lorsqu'une valeur baisse, la douleur augmente à mesure qu'elle chute. Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus, émotionnellement, à mesure que leurs pertes augmentent. Ils tendent donc à vendre leurs positions gagnantes facilement. Mais pour les pertes, ils les gardent en espérant revenir au point mort. En d'autres termes, ils font le contraire de ce qu'ils devraient — ils coupent leurs gains et laissent courir leurs pertes".

▪ De la bonne utilisation des stops

Les seuils de sécurité sont un outil que l'on peut utiliser pour résoudre ce problème. On place un stop à un niveau présentant un risque tolérable — ce qui évite d'encaisser une grosse perte.

Et lorsqu'on a une valeur gagnante, au lieu de la vendre, il suffit de mettre un stop puis de laisser courir. Les gagnants le sont pour une raison. Souvent, ils rapporteront bien plus si on les conserve. Les stops vous forcent à couper vos pertes. Et ils vous permettent de garder vos positions gagnantes sans risque d'abandonner vos gains.

Richard a compris tout ça en analysant les portefeuilles de rédacteurs de lettres d'investissement, de George Soros, de Jim Cramer et bien d'autres. Dans quasiment tous les cas, les stops ont permis des augmentations substantielles de la performance. Ensuite, Richard s'est consacré à l'amélioration de l'ordre stop standard — créant ce qu'il appelle un "*smart stop*" (un stop intelligent), sur mesure en fonction de chaque investissement.

"Toutes les valeurs ne sont pas égales", explique Richard. "Certaines sont très volatiles, d'autres le sont moins. On peut se faire 'virer' d'une bonne valeur très volatile simplement parce qu'on a posé un stop trop serré. De même, si l'on a un stop trop souple sur une valeur sans grande volatilité, il ne servira à rien".

En ce qui nous concerne, la conclusion est simple : les stops fonctionnent pour la plupart des gens... la plupart du temps.

« Vers la fin de la politique monétaire japonaise ! Les QE ne relancent pas l'économie »

Charles Sannat 22 janvier 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous allez le découvrir aujourd'hui, le « père » de la politique monétaire japonaise pour le moins accommodante ces derniers temps a presque avoué que cela ne servait plus à grand-chose de continuer à imprimer autant de billets en yen que ce qu'ils faisaient jusqu'à présent. Mais avant, tordons le cou à une idée totalement et particulièrement répandue consistant à dire qu'imprimer de la nouvelle monnaie à partir de rien sert à relancer la croissance.

Imprimer des billets ne sert pas à relancer la croissance mais à masquer l'insolvabilité

Au Japon, aux USA et prochainement en Europe, les banques centrales partout dans le monde sont à la manœuvre pour « relancer la croissance », en tout cas c'est ce que l'on vous explique. Imprimer des billets pour racheter des actifs qui ont déjà été financés n'a jamais et ne provoquera jamais une once de croissance supplémentaire. Cela permet en revanche de masquer l'insolvabilité ou d'éviter l'insolvabilité de certains acteurs économiques majeurs, qu'il s'agisse de banques ou même d'États.

En rachetant massivement les créances immobilières pourries des grandes banques américaines, la FED, la banque centrale des USA, n'a pas relancé la croissance directement. Elle a évité la faillite des banques en prenant à sa charge des dettes moisiées qui pesaient dans le bilan des banques. En allégeant cette charge pour les banques, elle leur a permis indirectement de poursuivre

leur travail de prêts... et donc les banques ont pu continuer bon an, mal an à financer plus ou moins l'économie.

Au Japon, le problème est un peu différent. Il ne s'agit pas de relancer l'économie, il s'agit de faire face au vieillissement de la population nipponne qui a besoin de son épargne pour boucler ses fins de mois de plus en plus difficiles. Du coup, les Japonais « désépargnent » mais cela veut dire qu'ils revendent par exemple des obligations de l'État japonais que personne en face n'est en mesure de racheter... Il faut donc que la banque centrale japonaise se mette en face pour assurer la contrepartie afin d'éviter qu'apparaisse au grand jour l'absence d'acheteur d'obligations japonaises et que tout le monde soit conscient de la faillite généralisée ainsi que, au passage, tous les épargnants soient ruinés.

En Europe, nous sommes confrontés à un problème tout aussi complexe. Croissance anémique certes, mais qui ne sera pas relancée par le QE de 500 à 600 milliards d'euros que l'on nous promet pour jeudi. Non, si encore nous dépensions ces sous-là dans de grands travaux... Là, évidemment, cela irait directement dans l'économie mais ce n'est pas ce que la BCE va faire. La BCE va « racheter » des obligations d'États. En clair, la Banque centrale européenne va racheter de la vieille dette française, italienne ou espagnole, mais en rachetant de la vieille dette on n'injecte pas un centime dans l'économie réelle puisque cette vieille dette a déjà été financée et que les épargnants en sont détenteurs via par exemple leurs contrats d'assurance vie fonds euros.

Alors si la BCE fait cela, c'est que comme au Japon il se pose une question de solvabilité des assureurs vie, un problème de « contrepartie » et qu'il faut qu'il y ait des acheteurs pour que votre épargne conserve sa valeur.

Là encore, il s'agit donc d'éviter l'insolvabilité. D'ailleurs, aux USA, la croissance bat de l'aile et les pertes sur l'industrie du gaz de schiste s'accumulent, de même que celles liées à l'appréciation sans précédent du franc suisse. Il est donc de moins en moins probable que la FED augmente, comme elle tente de nous le faire croire, ses taux d'intérêt... À ce rythme, il y a même plus de chance qu'elle lance un nouveau QE, le QE4 par exemple ! Là, à nouveau, il faudra bien éponger les nouvelles pertes et masquer les nouvelles insolvabilités. Du reste, les bénéfices des banques US sont très nettement orientés à la baisse, et quelle baisse !!

Jusqu'où les banques centrales peuvent-elles aller avant la catastrophe ? Je ne sais pas !

La réponse est simple : je n'en sais rien. Je n'en sais rien et celui qui vous dira qu'il sait est un menteur car nous ne sommes jamais allés jusque-là ! Nous sommes rentrés depuis bien longtemps en « terra economica incognita » ! Mais ce n'est pas une raison pour s'avouer vaincu et ne pas tenter d'y voir plus clair à défaut d'avoir une certitude absolue.

La Banque centrale Suisse nous a bien montré depuis quelques jours que les moyens d'une banque centrale ne sont pas illimités. En réalité, ils sont théoriquement illimités mais dans les faits, il arrive un moment où la quantité de monnaie créée est telle que plus personne ne veut de votre monnaie ou que, dans le cas de la Suisse, tout le monde veut votre monnaie fuyant les autres... D'où l'appréciation de 40 % en une journée de la monnaie suisse, ce qui est un record absolu.

Au Japon, chaque impression de nouveau billet fait baisser un peu plus la valeur du yen, rendant plus cher les importations, et comme le Japon est une île qui importe beaucoup de produits, eh bien le panier de la ménagère coûte de plus en plus cher. Hélas, les salaires n'augmentent pas plus. Résultat, l'appauvrissement est généralisé. C'est sans doute la raison pour laquelle le principal artisan de cette politique monétaire expansive a déclaré qu'il n'était pas forcément utile d'en rajouter encore plus cette année... Et c'est la première fois que l'on peut noter un tel changement de discours au Japon.

Ainsi, selon l'agence Reuters, « la Banque du Japon n'a pas besoin d'assouplir plus cette année la politique monétaire à moins que l'économie soit frappée par un choc externe grave » et c'est dit par Kozo Yamamoto, l'un des principaux experts sur la politique monétaire du Parti libéral-démocrate de M. Abe.

Que se passe-t-il ?

Encore une fois, je ne sais pas. J'ai la désagréable impression que les banques centrales cherchent à en finir avec leur interventionnisme monétaire mais si elles le font alors l'économie va reprendre sa pente naturelle vers la récession et la déflation.

Intuitivement, je dirais que c'est désormais au tour de la BCE d'imprimer

pour soutenir le système dans sa globalité. Racheter pour 50 milliards d'euros d'obligations comme les rumeurs le disent chaque mois, cela ne servira même pas à faire baisser les taux d'emprunt qui sont déjà proches de zéro et même négatifs pour la France et l'Allemagne sur des durées courtes... Alors pour quoi faire ? Cela ne sert presque plus à rien. Les stimuli monétaires n'ont plus qu'une utilité marginale.

Pourtant, l'effondrement systémique n'est pour le moment de l'intérêt de personne mais tout cela pourrait bien vite changer, et d'ailleurs 2015 sera avant tout l'année de la géopolitique plus que celle de l'économie et ce sont les décisions politiques ou les non-décisions politiques qui primeront sur l'économie. Pourtant sans bien comprendre ni savoir ce qu'il se passe pour le moment, imperceptiblement, les banques centrales semblent changer considérablement leurs politiques monétaires.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[La Chine dévoile des plans pour activer les fonds budgétaires existants](#)

En attendant, la Chine mobilise une partie de ses réserves officiellement pour « stabiliser » la croissance, ce qui signifie en novlangue relancer la croissance en injectant un peu de carburant dans le moteur qui risque de caler... Ce n'est pas la croissance chinoise qui sauvera le monde en 2015, d'ailleurs la Chine ne veut pas forcément le monde !

Charles SANNAT

BEIJING, 21 janvier (Xinhua) – Le Conseil des Affaires d'État, gouvernement central chinois, a annoncé mercredi des plans budgétaires pour stabiliser la croissance économique.

Dans une annonce publiée sur son site officiel, www.gov.cn, le Conseil des Affaires d'État indique que les départements du gouvernement central et les gouvernements locaux doivent réaffecter aux nouveaux budgets les fonds non dépensés de l'exercice budgétaire 2012 et des années précédentes.

Cette mesure vise à « activer les fonds existants » et à assurer l'application d'une politique budgétaire proactive.

L'économie chinoise a enregistré sa croissance la plus faible en 24 ans, ce qui pourrait entraîner un ralentissement de la hausse des recettes budgétaires et une augmentation des dépenses.

Le gouvernement central s'est en outre engagé à renforcer la lutte contre les infractions telles que les détournements de fonds publics.

OIT : le chômage s'aggrave dans les cinq ans à venir

La croissance mondiale du chômage est tellement forte n'est-ce pas, qu'évidemment le chômage selon l'OIT va poursuivre sa montée inexorable pendant les cinq ans à venir... Et encore, on ne compte pas là-dedans les progrès de la robotique qui, comme chacun le sait, va créer tellement d'emplois que l'on ne devrait plus en compter beaucoup dans les prochaines décennies...

Charles SANNAT

GENÈVE, 20 janvier (Xinhua) – Le chômage va continuer de s'aggraver jusqu'à la fin de la décennie, avertit un nouveau rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Selon les Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde – Tendances pour 2015, plus de 212 millions de personnes seront privées d'emploi en 2019, en hausse par rapport aux 201 millions actuellement recensées.

« Plus de 61 millions d'emplois ont été perdus depuis le début de la crise mondiale en 2008 et nos projections montrent que le chômage continuera de s'aggraver jusqu'à la fin de la décennie. Ce qui signifie que la crise de l'emploi est loin d'être terminée et il n'y a pas lieu de s'en satisfaire », a affirmé le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

Selon le rapport, les pays ont éprouvé des difficultés à rebondir après la crise du fait des inégalités grandissantes et persistantes et des perspectives incertaines en matière d'investissement des entreprises.

Le rapport indique que les inégalités de revenu vont continuer de s'amplifier, avec les 10 % les plus riches gagnant 30 % à 40 % du revenu total tandis que les 10 % les plus pauvres vont gagner de 2 % à 7 % du revenu total.

L'OIT a pour vocation de promouvoir la justice sociale et les droits internationalement reconnus de la personne humaine et du travail. Une des priorités actuelles de l'OIT est de favoriser la création d'emplois décents et l'émergence d'un contexte économique et de conditions de travail permettant aux travailleurs et aux chefs d'entreprise de participer aux efforts en vue de la paix durable, la prospérité et le progrès social.

La Chine nie être la première puissance économique mondiale

Les autorités chinoises ne veulent surtout pas être mises en lumière et sont loin de vouloir revendiquer la première place sur le podium des économies du monde. C'est assez logique car la Chine n'est pas forcément prête à assumer un rôle de leader avec tout ce que cela implique notamment à l'égard de la puissance déclinante, à savoir les USA. La Chine ne souhaite pas provoquer et a toujours adopté un profil bas, ce qui lui donne le temps de consolider ses positions...

Charles SANNAT

BEIJING, 20 janvier (Xinhua) – Les conclusions selon lesquelles la Chine avait détrôné les États-Unis en tant que première puissance économique mondiale ont été contestées mardi par le chef du Bureau d'État des Statistiques (BES).

« Le BES ne soutient pas ces conclusions tirées par des experts et des médias, » a indiqué le chef du BES Ma Jiantang lors d'une conférence de presse tenue à Beijing.

Une étude menée l'année dernière par le Programme de comparaison internationale (PCI) avait prévu que la Chine dépasserait les États-Unis en 2014, se basant sur la Parité de pouvoir d'achat (PPA), qui mesure le PIB en termes de prix de marchandises identiques dans plusieurs pays. La PPA prend en compte le pouvoir d'achat d'une monnaie, plutôt que les taux de change du marché.

« Le BES a également pris part à cette étude, qui a établi la PPA pour différents pays, mais nous devons être prudents dans l'application des résultats de l'étude, » a indiqué M. Ma.

« Pour diverses raisons, nous pensons que la méthodologie de la PPA pourrait avoir sous-estimé le niveau des prix actuels en Chine et surestimé le PIB de la Chine. Donc, nous ne pouvons pas être d'accords avec ce résultat. »

Malgré une économie qui connaît une croissance continue, il doit être souligné que la Chine reste un pays en voie de développement avec une population de 1,3 milliard d'individus. Ce qui signifie que le PIB par habitant reste très bas.

Selon les dernières données publiées par le BES, l'économie chinoise a

progressé de 7,4 % en glissement annuel en 2014, pour atteindre 63 650 milliards de yuans (10 400 milliards de dollars).

[La Chine est devenue exportatrice nette de capitaux, selon le ministère du Commerce](#)

La Chine refuse pour des raisons de discrétion d'être nommée comme étant la 1^{re} économie mondiale... Pourtant c'est une sacrée nouvelle économique que de voir la Chine devenir exportatrice nette de capitaux qui investit plus chez les autres que les autres n'investissent chez elle !!

Ce qui est à peine croyable c'est que l'on dit ici, en « Occident », qu'il faut investir en Chine pour aller y chercher la croissance alors qu'en Chine le discours est identique... il faut investir hors de Chine pour aller y chercher des relais de croissance... Il y a des fois où ce système économique rend fou même le plus sain des économistes...

Charles SANNAT

BEIJING, 21 janvier (Xinhua) – Pour la première fois de son histoire, la Chine est devenue exportatrice nette de capitaux, alors que les investissements directs à l'étranger ont dépassé en 2014 les investissements directs étrangers.

Les investissements chinois à l'étranger ont atteint 116 milliards de dollars en 2014, en hausse de 15,5 % en glissement annuel. Le total comprend 112,89 milliards de dollars qui ont été investis dans les secteurs non financiers, en hausse de 14,1 % sur un an. Ces deux taux de croissance ont dépassé celui de 1,7 % réalisé par les investissements directs étrangers, qui ont totalisé 119,6 milliards de dollars, a précisé le ministère du Commerce lors d'une conférence de presse organisée mercredi.

« Si l'on prend en compte les investissements réalisés par les entreprises chinoises à travers une tierce partie, le total des investissements réalisés à l'étranger pourrait atteindre 140 milliards de dollars, ce qui signifie que la Chine est déjà une exportatrice nette de capitaux », a expliqué Shen Danyang, porte-parole du ministère du Commerce.

Les investisseurs chinois ont investi notamment dans les biens immobiliers, les affaires et d'autres actifs étrangers, alors que la croissance dans le pays a ralenti. Le pays a enregistré en 2014 sa plus faible croissance économique en

24 ans, selon les données du PIB publiées mardi.

La BCE et le terrorisme

Jacques Attali Paru dans L'Express | Publié dans [Géopolitique](#) - 19 janvier 2015

A priori, rien ne relie les tragiques événements que nous vivons en Europe, (depuis l'arrivée massive et incontrôlée en Italie de migrants fuyant la folie terroriste au Moyen-Orient, pour la retrouver dans les rues de Paris et Bruxelles, après Toulouse), avec la décision que la Banque Centrale Européenne annoncera jeudi 22 janvier après-midi, rachetant pour la première fois, sur les marchés, des bons du trésor des pays membres de la zone euro.

Cette décision apparemment purement technique, qui vise à relancer la croissance et l'inflation européenne est très bienvenue ; elle donne à l'Europe un formidable ballon d'oxygène. Mais elle n'aura pas d'effet durable si les États européens ne prennent pas le relais en réformant leurs économies, pour s'adapter à la modernité d'une façon socialement juste, et en finançant des projets communs par des bons du trésor communs, des euros bonds.

Seulement il n'existe pour cela aucune structure : à la différence des États-Unis, par exemple, qui ont un Trésorerie et des bons du trésor, il n'y a ni budget de la zone euro, ni administration d'un trésor européen et donc pas d'euro bonds.

C'est le moment de se souvenir de la façon dont sont nés les bons du Trésor américains : De fait, les États-Unis sont vraiment nés en tant que nation, non pas 4 juillet 1776 avec la déclaration d'indépendance, ni même le 17 septembre 1787 avec l'adoption de la constitution, mais quand, à la suite d'un dîner mémorable, à New York, le 20 juin 1790 entre Hamilton, Madison et Jefferson, le président Washington lança la première émission de bons du trésor, pour financer en urgence l'achat d'armes et l'équipement des troupes face au retour des troupes britanniques, encouragés par le départ des troupes françaises, rappelées par la révolution française.

C'est la menace qui créa les États-Unis d'Amérique. C'est elle qui peut aussi créer l'Europe politique.

Aujourd'hui, en Europe, les gouvernements n'arrivent pas à se mettre d'accord sur des projets à financer en commun ni à en trouver le financement, comme le montre le plan Juncker. Et pourtant ils existent : les

plus urgents, ceux qui s'imposeraient le plus aujourd'hui, portent sur les moyens de sécurité, de surveillance, et de défense. Comme aux États-Unis leur financement est urgent et sera populaire : comme toujours, c'est la défense qui crée l'urgence.

Aussi, au moment où l'internet des objets va permettre de tout savoir des comportements de chacun, pour nous aider à nous repérer, nous soigner, nous distraire, choisir un restaurant ou un magasin, il serait parfaitement possible de disposer de moyens technologiques pour surveiller tout comportement suspect, sans pour autant avoir à déployer des moyens démesurés de surveillance physique, et dans le respect des libertés publiques et de la vie privée des honnêtes gens. Pour y parvenir, il faudrait déployer des réseaux, des logiciels et des outils dont nos services de police et nos armées ne disposent pas pour l'instant, alors qu'ils existent dans d'autres pays menacés par le terrorisme.

C'est ensemble que les Européens doivent concerter leurs défenses et organiser leur sécurité, avec les moyens les plus modernes. Et en particulier les pays en première ligne : France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays bas. Qui se trouvent être, justement les premiers pays signataires du traité de Rome.

Il suffirait pour cela que, sans attendre que d'autres drames les y contraignent, les dirigeants de ces pays aient le même courage, la même lucidité, la même capacité d'anticipation, face à une menace, que Jefferson, Madison, Hamilton, et Washington.

Et si ces dirigeants, en particulier en France et en Allemagne n'ont ni ce courage, ni cette imagination, ni cette audace, il faudra en changer.

PASSER PAR CHAS DE L'AIGUILLE, MAIS PASSER !

21 janvier 2015 par François Leclerc

Plus l'on se rapproche des échéances de la semaine – demain jeudi pour la BCE, et dimanche pour les élections grecques – plus les hypothèses se multiplient et le paysage se trouble. Sauf pour les Bourses, qui nous ont accoutumés à produire des signes d'impatience dans la période précédant les injections de liquidités des banques centrales, la grande question est celle de la Grèce.

Il en est plus attendu du traitement qui lui sera finalement réservé, quel que

soit d'ailleurs le résultat des élections, que des effets du nouveau programme de la BCE, ce qui en dit long sur celui-ci. Ne pouvant en espérer une relance économique – déjà que le mirifique plan Juncker d'investissement s'est lamentablement dégonflé – il est espéré un assouplissement des contraintes infligées à la Grèce, sans le dire ouvertement. Signe précurseur, est-il espéré, d'une modération qui atteindrait toute l'Europe, ce tournant qui ne vient toujours pas. Le ministre des finances français Michel Sapin n'a pas exprimé autre chose dans les colonnes du Financial Times, depuis Tokyo, en préconisant des négociations entre le gouvernement grec issu des élections et les autorités de l'Union européenne.

Sigmar Gabriel, le ministre social-démocrate allemand de l'économie, a été plus explicite dans une interview au quotidien économique Handelsblatt. Il considère qu'il faut desserrer le calendrier des réformes mis en place, car « si on ne fait rien pour 26 millions de chômeurs, si nous envoyons au chômage une génération entière de jeunes, alors la résistance même à la réforme la plus sage sera si massive que les gouvernements seront balayés ». La politique [de réduction des déficits] a échoué en profondeur », poursuit-il, mettant en cause une « fixation idéologique sur la baisse rapide des déficits publics ».

Les discussions sont vives au sein de Syriza, à lire la diversité des prises de positions de ses responsables à propos de l'attitude à suivre en cas de victoire électorale. D'autant que l'éventualité d'une coalition avec le nouveau parti To Potami s'éloigne en raison de son exigence que les discussions avec la Troïka soient bouclées avant d'engager toute négociation sur la suite des opérations, prenant Syriza à contre-pied. Tout un parcours a déjà été effectué par celui-ci, depuis qu'il appelait à un défaut unilatéral sur la dette et envisageait une sortie de l'euro.

Syriza aurait même déjà entamé des négociations avec la Commission et des gouvernements européens en vue de dégager un compromis. Ce qui fait écrire dans Macropolis à Francesco Saraceno, économiste à l'OFCE-Sciences Pô, que l'étiquette *radical* toujours accolée à Syriza (acronyme de « coalition de la gauche radicale ») exprime par comparaison la dérive des partis socialistes européens « vers une acceptation de facto de l'orthodoxie macroéconomique européenne », car ses principales demandes n'ont rien de déraisonnables... Il n'est d'ailleurs pas le seul à le penser. Mais le réalisme n'est pas la qualité la plus partagée parmi les dirigeants européens, a-t-on déjà eu le loisir de

remarquer.

Dans son discours sur l'État de l'Union, Barack Obama s'efforce d'en faire preuve en promettant de s'attaquer aux inégalités, ce sujet ignoré en Europe mais dont les Américains se sont emparés. Mais quel sera l'impact des mesures limitées qu'il préconise, si elles sont adoptées, qui mêlent hausse du salaire minimum, développement des congés de maternité et de maladie, gratuité sous condition des « community colleges » (formations universitaires courtes) et suppression d'une niche fiscale sur la taxation du capital ? La défense des *classes moyennes*, au revenu et au patrimoine atteints, est au cœur des préoccupations électorales, mais la dynamique d'un enrichissement reposant sur la rente n'est en rien enrayée.

La concentration extrême des richesses dans les mains d'une infime minorité n'est pas seulement en cause. Le salaire horaire moyen américain est à peine plus élevé qu'en 1964, en dollars constants, et le montant du salaire minimum est bloqué depuis 2009. Conjugués, les deux phénomènes illustrent la fin du *rêve américain*, car l'ascension sociale ne fonctionne plus, les inégalités s'agrandissant démesurément. Quand les Européens en viendront-ils à le considérer à leur tour ?

BCE : Enfin la planche à billets !

Posté le 21 janvier 2015 par Bruno Colmant

La BCE devrait annoncer demain un assouplissement quantitatif, c'est-à-dire une injection de liquidités dans l'économie.

Apparemment, il s'agirait d'un montant de 1.000 milliards d'euros sur deux ans.

Cette démarche, certes tardive, est heureuse.

Quelles sont les leçons qu'on peut en tirer à ce stade ?

1. Nous entrons bien en déflation, contrairement à ce que certains économistes obstinés, mais très isolés, défendent. On ne verrait d'ailleurs pas l'intérêt d'un assouplissement quantitatif, comparable à ce que les Etats-Unis ont opéré, sans être confronté au constat déflationniste.

2. Cette injection de liquidité pourrait effectivement contrarier la déflation, mais n'éliminera pas des mois, voire des trimestres, d'inflation insuffisante.

Les injections monétaires suscitent des tendances lourdes, mais lentes, dans les économies. Leur prolongation dans l'économie productive peut prendre plusieurs années.

3. En rachetant des dettes publiques, la BCE facilite le refinancement des Etats, dont l'insoutenabilité de l'endettement devient évident pour certaines économies faibles. La BCE s'extrait de la logique allemande qui requiert de financer l'endettement public par l'épargne domestique. Ici, on invoque la création monétaire.

[Ce que nous réserve la BCE](#)

22 janvier 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Cher lecteur,

Nous attendons bien sûr la décision de la BCE et le discours de Mario Draghi qui devrait annoncer le lancement d'un *quantitative easing* en Europe (pour ceux d'entre vous qui reviennent d'une île déserte).

Le suspens est loin d'être insoutenable puisque, hier, le Wall Street Journal, très bien informé par la BCE elle-même, a dévoilé ce qui devrait être le contenu de cet EQE. Mathieu Lebrun vous proposait un point sur ces dernières informations dans [Agora Trading](#) :

Après Bloomberg (qui tablait sur 500 milliards) et Reuters (600 milliards), c'est donc au tour du Wall Street Journal (citant ici deux officiels de la BCE) de livrer ses attentes pour demain.

Selon le journal donc, la BCE annoncera demain un QE de 50 milliards d'euros par mois devant durer jusqu'en 2016, soit donc 600 milliards d'euros au total.

En attendant d'avoir les détails demain (notamment sur la partie de mutualisation des risques), cela conduit le CAC à poursuivre sa série haussière et à aligner donc une cinquième séance de hausse d'affilée.

Ne perdez pas de vue cette question de la mutualisation des risques car c'est sur ce point que les marchés risquent d'achopper. Voici ce que j'en disais hier dans *Les Marchés en 5 Minutes* :

Simone m'exposait quant à elle une autre possibilité – qui ne devrait

pas particulièrement plaire aux marchés mais pourrait se concilier les faveurs d'Angela Merkel.

Cette solution, que je vais appeler l'EQUEF (european quantitative easing fourbe) consisterait à faire reporter le risque encouru non pas sur la Zone euro en général mais sur chaque pays en particulier.

Pour cela, les obligations souveraines rachetées dans le cadre du QE seraient inscrites au bilan de la banque centrale concernée. Un exemple : les obligations grecques, même si rachetées avec l'argent de la BCE, n'apparaîtront pas au bilan de celle-ci mais à celui de la Banque de Grèce.

La Banque de Grèce sera donc en charge de garantir ces dettes en cas de défaut ou de restructuration.

Du point de vue de Merkel, une telle solution a l'immense avantage d'éviter que l'Allemagne paie en cas de défaut sur les dettes incluses dans l'EQE...

Du côté des autres pays... eh bien, je ne sais pas trop...

Ce qui revient à dire qu'un EQUEF n'a d'européen que le nom. Par contre, en matière de fourberie...

Bref, il risque d'y avoir du sport dans les heures qui viennent. **Voilà mon hypothèse** – qui vaut ce qu'elle vaut – :

1. Mario nous annonce un super QE bien dodu mais avec zéro mutualisation des risques.
2. Les marchés s'emballent brièvement.
3. Puis se rendent compte qu'ils avaient déjà pas mal acheté la rumeur, alors que bon...
4. Et enfin prennent conscience que sans mutualisation des risques, tout ceci n'est que de la roupie de sansonnet.
5. Ils corrigent...

Un investisseur averti en valant deux, Eric Lewin vous a recommandé de placer des stops sur plusieurs des valeurs de votre portefeuille dans [La Lettre PEA](#)...

Pour conclure, je me dis que cette annonce de la BCE pourrait bénéficier... à l'or. Il flirte déjà sérieusement avec les 1 300 \$.

En attendant la décision de la BCE et la réaction des marchés, je vous propose de revenir sur la bataille que se livrent les grands noms de l'Internet pour étendre le réseau et leurs services au monde entier. Il leur reste 60% de la population mondiale à convertir, cela mérite d'investir dans la conversion et les missionnaires !

21 janvier 2015. Le coup de manivelle...

Patrick Reymond 21 janvier 2015

D'abord, un miracle. L'union européenne a semble t'il réussi à provoquer l'amorce d'une majorité absolue dans les élections grecques. Syriza serait en mesure de rafler la majorité absolue au parlement.

Donc, la fin de la dette grec s'annonce, d'autant que les rentrées fiscales s'y effondrent, à seulement 20 % de ce qui était espéré.

Le fait, est plus fort que l'idéologie, le fait finit toujours par l'emporter. Là, quelque fut le parti vainqueur de l'élection, il faudra tenir compte du fait : la population ne paie plus les impôts. L'échec de l'austérité était prévisible et inéluctable.

En France, l'exécutif bénéficie de l'effet attentat. C'est toujours, comme je l'ai dit, un clapotis. Une remontée très provisoire, qui devrait se régulariser très vite. Rien, dans la politique actuelle, ne fera qu'on devienne subitement content de l'exécutif. Il a fait son boulot. Pour une fois.

Etonnant le silence des médias. 100 civils tués en Ukraine ? Même pas aux infos. Faut dire qu'ils ont été tué par nos potes. Le terroriste, c'est toujours l'autre. Pour bien des populations, le terroriste, c'est l'occidental.

Sanctions russes : J Sapir nous dit qu'elles seront irréversibles dans les dégâts qu'elles entraînent dans l'Union européenne, et provisoire dans le cas russe. Ils arriveront certainement à compenser. Beau cas, là aussi, d'arrosee arrosé.

Pour le Grand Charles (Dereeper), les zélites occidentales pillent leur propre population (en plus de celles des pays tiers), choses qui n'étonneront personne ici.

On attend un mieux de la baisse du prix du pétrole. C'est de la myopie

complète, avec, là aussi, un coup de manivelle en retour. En plus, ce n'est même pas un pistolet à un coup, c'est un pistolet crée par une imprimante 3 D : il se détruit par le premier usage. Une fois que la note aura baissé de 20 milliards, que se passera t'il ? Le contraire l'année suivante ?

Les autorités occidentales sont absolument sidérantes de bêtise. Elles sont désormais, totalement incapables de prévoir la conséquence de leurs actes.

D'ailleurs, il parait qu'un premier ministre vient de parler d'apartheid à la française. Qui est responsable ? Là aussi, une classe politique totalement myope quand aux effets et conséquences de leur politique. Peu importe son étiquette, UMP ou PS, ils pensent et font tous la même chose.

Sur un autre sujet, je rappellerais la vision gaullienne. Celui qui fait simplement son devoir, n'a nullement mérité félicitations ou récompenses. Il a fait ce qu'il devait.

'Les politiciens européens ont eu 3 ans pour mener des réformes économiques... Malheureusement, ils n'ont rien fait'

par Audrey Duperron · 21 janv. 2015 Express.be



Les politiciens européens ont eu trois ans pour mettre en œuvre des réformes économiques. Malheureusement, ils n'ont rien fait. Ce constat, c'est celui qu'Axel Weber, l'ex-président de la Bundesbank, maintenant président du

Conseil de surveillance de la banque suisse UBS, a formulé lors du World Economic Forum de Davos, en Suisse. Weber a quitté la BCE en 2011, en raison de son désaccord avec la politique monétaire accommodante de la banque.

Il a expliqué que la BCE était venue plusieurs fois au secours de la zone euro avec des moyens non conventionnels depuis le début de la crise grecque en 2011, afin de calmer les marchés, mais que malgré cela, la croissance demeurait faible, et le chômage, toujours aussi élevé. De plus, maintenant, la zone euro est confrontée au spectre de la déflation, ce qui contraint la BCE à envisager un programme de rachat massif d'obligations souveraines, dont elle pourrait annoncer le lancement dès demain.

Le vrai problème, c'est que la BCE a continuellement acheté du temps pour permettre aux politiciens européens de régler les problèmes, mais ils ne l'ont pas fait », a déclaré Weber. « Maintenant, l'Europe n'est pas de retour mais les problèmes le sont. Dorénavant, ces réformes devront être menées sous la surveillance des marchés financiers internationaux. L'Europe a perdu une bonne opportunité de faire toutes les choses nécessaires qu'elle aurait pu faire dans un environnement beaucoup plus favorable. La BCE ne peut que contribuer partiellement à la solution en Europe. A mon avis, elle ne devrait pas trop en faire, parce que plus elle en fait, moins les gouvernements sont incités à faire des efforts. Et le problème, c'est que si vous continuez à acheter du temps et que ce temps n'est pas utilisé pour mener les réformes, alors vous devez vous poser la question si poursuivre dans cette voie est une bonne recette? ».

Weber a également salué la décision de la Banque nationale suisse de désindexer le franc suisse de l'euro. « Nous savions que c'était une mesure temporaire et qu'elle finirait brusquement ». Mais il a estimé que même si les Suisses étaient confrontés à une période difficile, ils étaient assez forts pour la surmonter.

Putains d'hypocrites !

Posté par calebirri le 8 janvier 2015

Ah ils sont beaux tous ces pleurnichards qui défendent à grands cris « la liberté d'expression » ! Tous réunis pour défendre la République, « une et indivisible » qu'ils disent ! Alors que cela fait plus de 10 ans que tous les politiques de tous bords s'acharnent à stigmatiser les musulmans par les amalgames les plus grossiers ! Alors que cela fait je ne sais combien de lois votées qui peu à peu restreignent la liberté de la presse ou d'expression, je ne sais combien de fois qu'ils tentent de diviser les Français entre eux... et ils viennent nous parler d'Union Sacrée, des sanglots dans la voix ? A la télé on ne voit que Zemmour, Le Pen et maintenant Houellebecq, à la radio on ne parle que du problème musulman, de l'immigration ou du terrorisme, ils jouent là-dessus depuis si longtemps... et on vient s'étonner de l'horreur commise aujourd'hui ? [Il fallait bien que ça arrive malheureusement. Le monstre créé par nos gouvernants avec l'appui de nos médias](#) est une auto-réalisation de la peur qu'ils ont insufflée, de la haine qu'ils ont disséminée.

Et ils viennent nous parler de Charlie Hebdo, « je suis Charlie » et tout et tout... Quels putains d'hypocrites ! Plus personne ne lit Charlie Hebdo, tous les politiques le méprisaient, il était à la limite de la faillite. Que les choses soient claires, cela n'enlève rien à l'humanité des pauvres victimes de ce drame atroce, qu'on n'aille pas me faire le coup, mais sérieusement vous l'avez trouvé drôle [le dernier dessin de Charb](#) qui dit qu'il n'y a pas encore eu d'attentat en France , mais qu'heureusement on peut fêter la nouvelle année jusqu'au 31 janvier ? Vous le trouvez fin, subtil ou politiquement engagé ?

Maintenant que va-t-il se passer ? Plan vigipirate au maximum pendant les 10 ans qui viennent jusqu'à ce qu'on ajoute des échelons à la grille de lecture des menaces ? Le journal était protégé, Charb était protégé, et malheureusement cela est inutile, tout le monde peut le constater aujourd'hui : ce n'est pas en interdisant le terrorisme qu'on le fera cesser.

Pas d'amalgames disent-ils, mais qui va remplir ses adhésions sinon le FN, qui va vendre des livres sinon Zemmour et compagnie ? Ils ont créé le peur et la haine, et ils voudraient nous faire croire qu'ils défendent l'amour et la paix ? Putains d'hypocrites, ça me dégoûte. Et tous les citoyens vont comme un seul homme sortir dire « non au terrorisme », ce qui pour eux signifie « non aux musulmans », alors qu'ils ne sont pas foutus de sortir dans la rue pour défendre leurs libertés quand les lois qui les leurs suppriment sont votées en

leur nom !

Comme hier, justement, un article du monde titrait « Allemagne : mobilisation record « contre l'islamisation », et contre-manifestations », alors que l'article montrait justement l'inverse, à savoir que les « contre-rassemblements » avaient pour la plupart dépassé en nombre celui des racistes... Que cherchent nos gouvernements ? Font-ils si peu de cas de la dignité des hommes dont ils bafouent la mémoire qu'ils sont capables de profiter de toutes les horreurs qu'ils ont participé à engendrer ?

Je ne comprends pas, en économie comme en politique, on devrait tout de même être capables de voir que comme l'austérité ne conduit pas au retour de la croissance (les chiffres sont là !), la lutte contre le terrorisme entamée en 2001 n'a visiblement pas été couronnée de succès : il y a toujours plus de terroristes, jusqu'à ce qu'on se demande aujourd'hui laquelle des deux multinationales de Daesh ou d'Al Qaeda a fait le coup ! Merde, il faut faire cesser cela. Que ces assassins soient musulmans ou extra-terrestres n'est pas le problème, le problème c'est qu'il y ait des gens, apparemment ni stupides ni fous, qui aient le désir et la volonté d'accomplir de tels actes. Comment est-ce possible ?

Et pour finir : ces pauvres malheureux n'ont pas été tués « pour la liberté d'expression » comme on le voit partout mais pour provoquer la haine entre les communautés, voire les nations. Pour faire naître la peur chez des hommes et des femmes affaiblis par [une propagande anti-islam bien utile](#) et engendrer le chaos à l'intérieur des Etats déjà malmenés par la crise. Ce sont les musulmans, les vrais, qui ont le plus à craindre dans tout ça, car à voir comment les choses se passent aujourd'hui, il est fort possible que [cela retombera in fine sur eux](#), qui n'ont il faut le rappeler rien à voir avec tout ça. Pas plus que les malheureuses victimes d'aujourd'hui qui ne seront que les instruments non pas de la pacification dont ils rêvaient mais de la violence qui viendra, et contre laquelle ils luttent.

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

Chutttt, c'est un secret

Chronique matinale par Thomas Veillet - jan 22, 2015

IL n'y pas grand-chose de plus à raconter qu'hier. On attend toujours, sauf

que cette fois, en plus, on a eu une fuite de la BCE qui a déjà plus ou moins laissé savoir ce qu'étaient leurs intentions : pour faire simple, ils sont prêts à racheter 50 milliards d'obligations tous les mois jusqu'en 2016.

On attendait au moins 600 milliards, on y est. Ce qui est tout bonnement hallucinant, c'est que ces derniers mois, les banques centrales ont l'air d'avoir tous perdu les pédales. Et d'être toutes obligées de réagir par surprise et de surprendre les marchés pour que l'impact de leurs décisions soit suffisant.

Tenez, la Banque Nationale Russe avait monté les taux à 17% pour enrayer la chute du rouble, ce matin ils font savoir qu'ils pensent à réduire massivement ce taux parce que le résultat de la hausse n'est pas probant. En gros ; « on a essayé de bricoler un truc pour l'économie, mais bon ça marche pas, alors on revient à la casse départ, désolé ».

Ensuite vous avez la Banque Centrale Canadienne qui surprend tout le monde en venant couper son taux directeur « out of nowhere », parce que le « pétrole baisse trop »...

Je ne vous parle pas de la BNS, la semaine passée fait encore parler d'elle à travers la planète, sans compter que la BNS nous répète sans cesse qu'ils pourraient ré-intervenir en tous temps.

Et puis hier, la BCE « laisse fuiter » ses intentions. Déjà que le Président Normal s'était fait le porte-parole de la BCE il y a quelques jours, maintenant voici que quelqu'un de l'équipe à Draghi se serait épanché sur l'épaule d'un journaliste du Wall Street Journal et balancé le programme avec 24 heures d'avance...

Que faut-il conclure de tout cela ? Peut-être que l'on a cru pendant trop longtemps que les Banques Centrales savaient tout mieux que nous et que là, tout d'un coup, on se rend compte qu'en fait non.. Qu'elles sont simplement de gros Hedge Funds qui essayent de faire réagir le marché avec les moyens qu'elles ont et pour certaines, leurs moyens deviennent de plus en plus limités.

Bref et peu importe, mais aujourd'hui c'est le grand jour, la BCE va tout nous dire ce que l'on sait déjà et le marché hésite encore si c'est une bonne nouvelle et qu'il va falloir monter encore pour une sixième journée de hausse consécutive, ou alors est-ce que tout est dans les prix et qu'il est temps de

prendre les profits pour ceux qui ont une vision à 45 minutes.

L'avenir ne nous le dit pas, mais avec la « fuite » d'hier, je ne vois vraiment pas ce qui pourrait surprendre encore le marché à la hausse, mais bon, on peut rêver et jouer l'effet de surprise « oh, 600 milliards ? Oh ben ça, je ne m'y attendais pas !! ».

Autrement, on peut parler de la hausse de 17% chez NetFlix hier, mais ça n'intéresse personne parce que ce n'est pas la BCE. On peut aussi dire qu'IBM déçoit encore les analystes et perdait 3.6%, mais là aussi, rien en commun avec le sujet passionnant des états d'âmes de Draghi.

Xilinx qui ratait son trimestre hier soir ? Bof, on préfère parler de la BCE. Le CEO de JP Morgan qui va être augmenté encore cette ? Aucun intérêt. American Express qui vire 4'000 personnes ou alors eBay qui en met 2'400 à la porte ? Quel intérêt tant que Draghi ne parle pas.

En Europe on n'a parlé QUE de ça. ET on a fait monter le marché encore et encore. On apprend que les intervenants vendent de la dette souveraine à grosses brassées, sachant que les interventions à venir vont avoir un impact et pour le reste, le pétrole est à 47.44\$, l'or est à 1292\$ et à la fin, on attend la BCE cette après-midi. Je ne sais pas ce qu'il va dire et ce que l'on va pouvoir en tirer de plus que ce que l'on suppose déjà savoir, mais vivement qu'il parle parce que là on en a juste raz-le-bol d'attendre et raz-le-bol de ne parler que de ça TOUS LES JOURS et TOUTE LA JOURNEE !!!

Enfin, moi en tous les cas.

Ce matin l'Asie ne fait strictement rien. Peut-être que l'on attend la décisions de la BCE, Va savoir.

LA NEWS du jour ; c'est la meeting de la BCE et le discours de Draghi. Surprenant, non ? Vous ne vous y attendiez pas à celle-là, j'en suis sûr.

Autrement on notera tout de même que les chiffres de l'immobilier aux USA hier étaient très bons, Obama a encouragé aussi les investisseurs à investir lors de son discours sur l'état de l'Union, selon lui il n'y a pas de meilleur moment pour investir aux USA. Le secteurs des pétrolières est en train de vivre un de ses plus gros moins en termes « d'inflows », ce qui tendrait à dire que les intervenants sont en train d'essayer d'attraper ce fameux couteau qui est en train de tomber, tout cela pendant que les Iraniens veulent booster la production pétrolière et disent qu'ils peuvent très bien vivre avec un baril à

20\$. Moi aussi, il faut juste que j'achète une voiture avec un plus gros moteur maintenant que l'essence est moins chère.

Le Barron's parle des titres qui offrent des gros dividendes et ils abordent également le sujet des titres pétroliers et du timing qu'il faut pour les racheter. Ils pensent également que les métaux précieux devraient continuer à briller. Surtout que la moitié de la planète voit l'or à 800\$...

Côté chiffres économiques, nous aurons la BCE, je crois, mais aussi les chiffres de l'emploi en Espagne, les commandes industrielles en Italie, les retail sales en Italie toujours, puis aux USA nous aurons les Jobless Claims, le House Price Index, le Kansas City Fed Manufacturing, les inventaires pétroliers (EIA) – et puis, en plus de la BCE, il y aura aussi la confiance du consommateur en Europe, mais je ne suis pas certain que ça intéresse grand-monde aujourd'hui.

Côté chiffres du trimestre, nous aurons Altera, Janus, KLAC, Starbucks, Travelers et Verizon.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.15%, l'Euro/\$ est à 1.1592, le \$/yen est à 118.21, le Bitcoin vaut 230\$, le rendement du 10 ans américain est 1.88% et puis l'Euro/Suisse est à 0.9970, il n'a pas trop aimé la fuite d'hier.

Voilà, c'est tout pour aujourd'hui. Demain sera un nouveau monde, tout aura changé, le QE sera notre ami et les marchés seront faciles. Tout sera différent, un peu comme le brouillard qui se déchire après avoir régné sur Genève pendant 4 mois. Je me réjouis donc de vous retrouver demain dans ce nouveau monde où tout sera mieux.

Très bonne journée et à demain !!

American Express licenciera plus de 4000 employés pour réduire ses coûts

LaPresse.ca Publié le 21 janvier 2015 à 17h06 | Mis à jour le 21 janvier 2015 à 17h18

L'émetteur de cartes bancaires American Express (AmEx) va supprimer plus de 4000 emplois à travers le monde pour réduire ses coûts, a déclaré à l'AFP mercredi une porte-parole, Marina Hoffman Norville.



Les licenciements seront effectifs cette année, a-t-elle ajouté, précisant que le groupe a inscrit une charge de 313 millions de dollars dans ses comptes du quatrième trimestre 2014 pour couvrir les indemnités qui seront versées aux salariés concernés.

AmEx, qui émet ses cartes et dispose de son propre réseau bancaire, employait 62 800 personnes fin 2013.

Le groupe a parallèlement annoncé un bond de 10% à 5,83 milliards de dollars de son bénéfice net en 2014, grâce à une accélération des dépenses des consommateurs en fin d'année et une maîtrise de ses coûts.

Sur le quatrième trimestre, les profits ont progressé de 10,7% à 1,43 milliard de dollars, selon un communiqué.

L'émetteur a en outre vu pour la première fois les transactions réalisées par les détenteurs de ses cartes dépasser le seuil des 1.000 milliards de dollars.

«Nous avons fait beaucoup de progrès dans un environnement dominé par une économie mondiale qui croît inégalement et un impact négatif du raffermissement du dollar», a commenté le PDG Kenneth Chenault, cité dans le communiqué. «Nous entrevoyons de nombreuses opportunités de croissance, mais faisons aussi face à des défis réglementaires», met-il en garde.

eBay abolira 2400 emplois

Le 21 janvier 2015 à 17h26 | Argent, avec Reuters

Le site de commerce eBay (EBAY: NASDAQ) va abolir 2400 emplois, soit 7% de sa main d'oeuvre, prochainement.

Les compressions seront réparties dans les divisions de commerce, de paiements et d'entreprise, a indiqué eBay dans son annonce de mercredi.

Les changements entraîneront des charges de restructuration qui pourront atteindre jusqu'à 240 M\$ au premier trimestre et 400 M\$ pour l'ensemble de l'année.

eBay est aussi en train de se préparer à vendre la division de paiements PayPal dans la deuxième moitié de l'année. Des analystes consultés par l'agence Reuters estiment qu'elle peut valoir 40 G\$ US.

D'autre part, eBay a signé une entente avec l'investisseur activiste américain Carl Icahn, confiant un siège d'administrateur à Icahn Capital. Son conseil ajoutera aussi deux banquiers de Wall Street pour comprendre 15 personnes.

eBay pourrait aussi se départir de sa division des services aux entreprises, qui aident les détaillants à se doter d'une plus grande place dans le commerce en ligne.

Enfin, eBay a déclaré des profits de 90 cents par action à son quatrième trimestre, soit un cent de plus que prévu par les analystes consultés par l'agence Thomson Reuters.

L'action d'eBay a terminé la séance de mercredi sur une perte de 0,6% à 53,38 \$ US au NASDAQ.

[La Banque du Canada abaisse son taux directeur à 0,75%](#)

[Rudy Le Cours La Presse.ca Publié le 21 janvier 2015 à 10h04](#)



MoneyMakerEdge Français

23 h · 🌐

La catastrophe se poursuit, signe que tout cela va mal se terminer. Aux abris



La Banque du Canada abaisse son taux directeur à 0,75% | Rudy Le Cours | Macro-économie

À la surprise générale, la Banque du Canada abaisse son taux directeur dans le but d'adoucir les effets négatifs de l'effondrement des cours du pétrole.

AFFAIRES.LAPRESSE.CA

(Ottawa) À la surprise générale, la Banque du Canada abaisse son taux directeur afin d'atténuer les effets négatifs présents et attendus de l'effondrement des cours du pétrole. Le geste se veut une mesure de précaution.

Le taux cible de financement à un jour passe de 1,00% à 0,75%. Il n'avait pas bougé depuis septembre 2010. Il pourra de nouveau diminuer si, par exemple, le prix de l'or noir ne se redresse pas d'ici l'été.

«La Banque dispose de la marge de manoeuvre nécessaire au cas où sa projection serait trop pessimiste ou trop optimiste», a d'ailleurs rappelé son gouverneur Stephen Poloz durant la conférence de presse après l'annonce qui a déclenché beaucoup d'activités sur les marchés boursiers, monétaires et obligataires.

Le choc pétrolier ralentit déjà la croissance réelle, qui diminuera à 1,5% en rythme annualisé au premier semestre. Durant l'automne, le rythme a sans doute dépassé 2%. Le choc entraînera aussi le taux annuel d'inflation sous la barre de 1% durant la plus grande partie de 2015.

La Banque prévoit même que le taux d'inflation globale ne sera plus que de 0,3% au printemps. Ce taux était de 2% en octobre. Le chiffre de novembre sera connu demain et devrait afficher une baisse notable, induite par la baisse des prix des carburants qui s'est poursuivie depuis.

Sans nouveau stimulant monétaire, a expliqué M. Poloz, le ralentissement anticipé de la croissance et de l'inflation aurait été plus prononcé et «déraisonnable».

Est-ce à dire que le Canada risquait la déflation, comme c'est le cas en Europe? a demandé *La Presse Affaires*. «Non, a répondu le gouverneur sans hésitation. La taille du choc n'est pas assez forte. Le risque de déflation est loin de menacer ici.»

Il faut comprendre le choc présent comme un recul dans une conjoncture encore positive pour le Canada, juge la Banque.

Elle se veut donc préventive et proactive, quitte à brusquer les marchés financiers. Aucun économiste financier sondé par Bloomberg n'avait d'ailleurs prévu son geste.

«La mesure de politique prise par la Banque vise à offrir une assurance contre

ces risques, à favoriser l'ajustement sectoriel nécessaire au renforcement des investissements et de la croissance, et à permettre à l'économie canadienne de retourner à son plein potentiel et l'inflation, à la cible», expliquent les autorités monétaires.

Reste à voir maintenant si les institutions financières abaisseront à leur tour leur taux préférentiel consenti à leurs meilleurs clients. Il est fixé à 3,0%, lui aussi depuis septembre 2010. Ce taux influence les prêts à taux variable, très répandus sur les marchés hypothécaires et les marges de crédit.

Dans la nouvelle édition de son *Rapport sur la politique monétaire* (RPM), la Banque fait l'hypothèse que le cours moyen du baril de pétrole West Texas Intermediate sera de 60\$US d'ici la fin de 2016. Cela suppose qu'il se raffermira au cours des prochains mois.

D'ici là, il pourrait diminuer encore à court terme et nourrir la spéculation sur une autre baisse du taux directeur. Il pourrait aussi moins se redresser que ne l'anticipe la Banque, comme le croient bien des prévisionnistes.

La Banque fait aussi l'hypothèse que le taux de change moyen du dollar canadien sera de 86 cents US durant la période. Cela suppose toutefois que le taux directeur ne baissera pas davantage et que le cours du pétrole remonte, stimulant la croissance dans sa poussée.

Pour l'ensemble de 2015, le taux d'expansion réelle est ramené de 2,4% à 2,1% alors qu'il est augmenté d'un dixième, à 2,4%, pour l'an prochain.

La diminution est surtout attribuable aux investissements des entreprises dont au moins 30% étaient réalisés par l'industrie pétrolière, entre 2010 et 2013. En octobre, la Banque s'attendait à ce qu'ils soient un facteur de croissance.

La baisse des cours pétroliers, du huard et maintenant du taux directeur doit en principe soutenir les investissements manufacturiers. L'augmentation souhaitée des exportations ne sera pas immédiate, toutefois, puisque bien des capacités de production ont été détruites. Cela est particulièrement vrai au Québec dans les industries forestière et papetière, mais aussi dans la fabrication d'électroménagers par exemple.

L'autre grand changement à son scénario économique porte sur le revenu intérieur brut (RIB) réel, une mesure fiable du pouvoir d'achat. Estimée à 1,7% en octobre, sa croissance est ramenée à 0,7% seulement. Cela signifie que les ménages et les entreprises ne sentiront pas l'enrichissement associé en

général à la croissance.

L'effet de richesse associé à la chute des prix des carburants sera de courte durée.

Un prix plus faible du brut diminue la valeur des exportations, alors que la baisse du dollar canadien augmente celle des biens importés. Le revenu total du Canada diminue, celui des Canadiens aussi.

«L'affaiblissement des termes de l'échange du Canada aura un effet défavorable sur les revenus et la richesse, et influera de ce fait sur la consommation et les finances publiques», lit-on dans le RPM.

Bien des ménages auront le sage réflexe de mettre de l'argent de côté. La Banque prévoit que leur taux d'endettement va augmenter avec le ralentissement du RIB et incitera, souhaite-t-elle, à épargner par précaution. Bref, l'argent en plus venu de la baisse du prix de l'essence ne sera pas automatiquement consommé ailleurs.

C'est aussi un signal aux ministres des Finances de revoir leurs prévisions budgétaires. La chute anticipée de l'inflation va ralentir la croissance de l'assiette fiscale.

La prochaine date de fixation du taux directeur sera le 15 avril.